



EIDGENÖSSISCHES JUSTIZ- UND POLIZEIDEPARTEMENT  
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE JUSTICE ET POLICE  
 DIPARTIMENTO FEDERALE DI GIUSTIZIA E POLIZIA

RUGB	STB	MLG	BS	SH	VR	DT
13.10	16.10	17.10	17.10	20.10		
RM	g	STB	MLG	BS	SH	
EPD	13.10.69		11			
Ref.	p.B. 47.20.1.					
	750.0.0 Mu					

3003 Berne, le 10 octobre 1969

- Aux départements de police des cantons
- Aux représentations diplomatiques et consulaires de Suisse en Europe
- A la direction générale des douanes

Admission de réfugiés; procédure en matière d'asile

Messieurs,

Lors de l'accueil des ressortissants tchécoslovaques dans notre pays, nous vous avons renseignés à diverses reprises sur la procédure à suivre pour l'admission de réfugiés. Nous tenons à récapituler ci-après les principes essentiels qui régissent actuellement notre pratique dans le domaine de l'asile.

Au cours de ces dernières années, le Conseil fédéral a souligné plusieurs fois sa volonté d'assurer une politique libérale en matière d'asile. C'est ainsi que la Suisse accorde l'asile - et ceci en interprétant de façon extensive les dispositions de la loi fédérale du 8 octobre 1948 sur le séjour et l'établissement des étrangers, du règlement d'exécution y relatif, du 1er mars 1949, et de la convention internationale du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, qui a été ratifiée par la Suisse - non seulement lorsque le requérant rend vraisemblable qu'il serait exposé, dans son pays d'origine ou dans le pays de sa dernière résidence, à des persécutions en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou en raison de ses convictions politiques. La pratique admet qu'il suffit à l'intéressé, pour obtenir l'asile, de faire valoir d'une manière plausible qu'il éprouvait, en raison du régime politique de ce pays, une contrainte morale fondée sur ces mêmes motifs. Nous interprétons ainsi la notion de réfugié d'une manière plus large que ne le font la plupart des autres Etats.

A l'occasion d'événements d'une nature particulière, tels que ceux qui se sont produits en automne 1956 en Hongrie et en août 1968 en Tchécoslovaquie, il se peut que les circonstances commandent d'admettre en Suisse les personnes qui en sont les victimes, sans que l'on examine dans chaque cas individuel si les conditions susmentionnées sont réalisées. Cette pratique doit toutefois être limitée à de telles périodes extraordinaires, sous peine d'affaiblir la notion de réfugié

- 2 -

L'octroi de l'asile et la procédure y relative sont régis d'une manière générale par les

principes et directives

qui suivent:

1. Principe

1.1. Il est fait droit à une demande d'asile lorsque le requérant rend vraisemblable

- qu'il se trouvait menacé, dans son pays d'origine ou dans le pays de sa dernière résidence, en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses convictions politiques ou qu'il y éprouvait, pour les mêmes motifs, une contrainte morale résultant du régime politique de ce pays, et
- qu'il n'avait, pour se soustraire à cette menace ou à cette pression psychique, pas d'autre possibilité que de se réfugier en Suisse.

1.2. On considère que la venue en Suisse était pour le requérant la seule possibilité de chercher refuge s'il est entré dans notre pays par une voie plus ou moins directe, en règle générale dans un délai de dix jours à compter du moment où il a quitté son pays d'origine ou le pays de sa dernière résidence.

1.3. Il est possible de renoncer à la condition définie sous chiffre 1.2. si le requérant a en Suisse de proches parents de nationalité suisse ou étrangère et qu'il veuille se réunir avec eux. Sont en règle générale considérés comme proches parents les parents en ligne directe ascendante ou descendante, de même que, exceptionnellement, si des circonstances particulières le justifient, les parents en ligne collatérale au deuxième ou au troisième degré.

1.4. La Suisse n'est pas considérée comme le seul lieu de refuge entrant en ligne de compte lorsqu'un requérant se trouvant en Suisse a la possibilité de se rendre régulièrement dans un autre pays et qu'il peut raisonnablement être astreint à le faire. Cette condition est remplie notamment lorsque le requérant a dans le pays en question des parents, de proches connaissances ou d'autres attaches personnelles. En pareil cas, l'intéressé peut présenter une demande d'asile, mais il doit être astreint à quitter la Suisse. La décision sur la demande d'asile lui sera communiquée à l'étranger.

## 2. Admission à la frontière

- 2.1. Les services du contrôle frontière admettent provisoirement dans leur propre compétence les étrangers qui, sans être en possession d'un visa d'entrée suisse, demandent l'asile en arrivant à la frontière et sont en mesure de justifier de leur identité,
- à condition qu'ils fassent valoir de façon plausible qu'ils sont menacés dans le pays limitrophe pour des raisons inhérentes au régime politique de ce pays et que, pour se soustraire à cette menace, ils n'ont pas d'autre possibilité que de se réfugier en Suisse, ou
  - lorsqu'ils ont en Suisse des parents en ligne directe ascendante ou descendante, de nationalité suisse ou étrangère, avec lesquels ils veulent se réunir et à condition qu'ils puissent faire valoir qu'ils sont menacés dans leur pays d'origine et, en règle générale, qu'ils aient quitté celui-ci depuis dix jours au plus.
- 2.2. Si ces conditions ne sont pas remplies, les requérants seront invités à s'adresser au consulat de Suisse le plus proche.
- 2.3. Lors d'événements particuliers, la division de police du Département fédéral de justice et police, d'entente avec le département, peut autoriser certains postes frontières ou les postes de secteurs entiers de la frontière à admettre provisoirement, dans leur propre compétence, les ressortissants d'un pays déterminé, à condition que ces derniers rendent vraisemblable qu'ils sont menacés pour des raisons inhérentes au régime politique de ce pays et, en règle générale, qu'ils aient quitté celui-ci depuis dix jours au plus.
- 2.4. La division de police et la police fédérale des étrangers seront informées par écrit de l'admission et du refoulement d'étrangers qui demandent l'asile.
- 2.5. En cas de doute, les services du contrôle frontière peuvent consulter par téléphone la division de police avant de prendre une décision.

## 3. Octroi de l'autorisation d'entrée par des représentations diplomatiques et consulaires de Suisse en vue de l'examen de la demande d'asile

- 3.1. Les représentations suisses à l'étranger peuvent accorder, dans leur propre compétence, l'autorisation d'entrée en Suisse aux personnes qui demandent l'asile à la Suisse et font valoir de façon plausible qu'elles

sont menacées, pour l'une des raisons susmentionnées, sur le territoire de l'Etat où se trouve la représentation en question. Elles en informeront simultanément la division de police et la police fédérale des étrangers. L'autorisation sera seulement accordée à la condition que le requérant ne soit pas ressortissant d'un Etat tiers dans lequel il pourrait raisonnablement être astreint à se rendre, qu'il ne paraisse pas indigne de l'asile ou n'ait pas lésé des intérêts suisses par son activité ou son attitude.

3.2. Si le requérant ne peut pas rendre vraisemblable qu'il se trouve menacé ou si, pour une autre raison, les conditions requises ne sont pas remplies, ou lorsqu'il se trouve déjà dans un pays tiers dans lequel il pourrait en soi obtenir l'asile, la demande d'asile sera transmise, par l'entremise de la police fédérale des étrangers, à la division de police pour décision.

3.3. Lorsque la représentation suisse accorde le visa dans sa propre compétence, elle enjoint au requérant de se présenter au service suisse du contrôle frontière, afin que ce dernier puisse lui assigner un lieu de séjour après avoir pris contact avec la division de police.

#### 4. Octroi de l'autorisation de séjour aux réfugiés qui ont déjà obtenu l'asile dans un pays tiers

---

4.1. Pour les étrangers qui ont déjà obtenu l'asile dans un pays tiers et que les autorités de police des étrangers autorisent à venir en Suisse pour y travailler ou pour d'autres motifs, la Suisse deviendra en principe, après un séjour ininterrompu de deux ans, le pays de second asile. La division de police est disposée à soumettre de tels étrangers, sur demande, aux dispositions de l'arrêté fédéral du 26 avril 1951 concernant la participation de la Confédération aux frais d'assistance de réfugiés et à leur délivrer un titre de voyage suisse en vertu de la convention internationale relative au statut des réfugiés.

4.2. L'octroi de secours selon les dispositions de l'arrêté fédéral concernant la participation de la Confédération aux frais d'assistance de réfugiés pendant le délai de deux ans susmentionné n'est possible que dans des cas spéciaux et à la condition que la division de police l'ait promis avant l'entrée en Suisse de l'intéressé.

## 5. Procédure

- 5.1. Les étrangers qui demandent l'asile à l'intérieur du pays ou qui ont été autorisés à entrer en Suisse par les services du contrôle frontière sur la base de la demande d'asile qu'ils ont présentée en arrivant à la frontière seront entendus par les services de police du canton de séjour ou du canton frontière; un procès-verbal d'audition sera établi d'après le schéma ci-joint. Il en sera de même pour les étrangers autorisés à entrer en Suisse sur la base d'une demande d'asile présentée auprès d'une représentation suisse à l'étranger.
- 5.2. Le procès-verbal d'audition sera transmis sans délai, en deux exemplaires et accompagné des pièces de légitimation du requérant, par l'entremise de la police des étrangers du canton de séjour, à la division de police pour décision.
- 5.3. A moins que des tiers n'aient garanti son entretien ou ne soient tenus légalement de l'assister, le requérant peut au besoin être hébergé provisoirement, par les soins des autorités locales d'assistance, à des conditions aussi avantageuses que possible, aux frais de la division de police. Une facture indiquant le détail des dépenses engagées pour chaque personne sera adressée chaque mois à la division de police.
- 5.4. Avant qu'une décision soit prise sur la demande d'asile, aucun appartement ne devrait être procuré au requérant. Celui-ci ne doit jusque là être autorisé à prendre un emploi qu'à titre provisoire et révoicable.
- 5.5. L'incarcération d'un étranger qui demande l'asile ne sera tout au plus ordonnée que s'il existe des doutes au sujet de son identité.

Nous vous serions obligés de porter les principes et directives ci-dessus à la connaissance des services qui vous sont subordonnés et auxquels il incombe de les appliquer.

Par ailleurs, nous nous permettons de relever que notre circulaire du 26 novembre 1948 concernant le passage de la frontière et l'admission de réfugiés, à laquelle on se réfère encore quelquefois, doit être considérée comme annulée. Sont également annulés le chiffre I de la circulaire de la division de police aux départements de l'assistance publique des cantons, du 22 mai 1969, de même que le chiffre II de la circulaire No 35/68 que la police fédérale des étrangers a adressée le 5 décembre 1968 aux représentations de Suisse à l'étranger, aux polices cantonales des étrangers et aux postes frontières.

- 6 -

Nous vous remercions de votre compréhension et de votre collaboration et vous prions d'agréer, Messieurs, l'assurance de notre considération distingu e.

DEPARTEMENT FEDERAL DE JUSTICE ET POLICE

*L. von Moos*

Annexe:

schéma pour l'audition

Copie transmise à titre d'information à:

- Départements cantonaux de l'assistance publique
- Département politique fédéral, 3003 Berne
- Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, 3003 Berne
- Division fédérale de police, 3003 Berne
- Police fédérale des étrangers, 3000 Berne
- Ministère public fédéral, service de police, 3003 Berne
- Office central suisse d'aide aux réfugiés, Case postale, 8035 Zurich

S c h é m apour l'audition d'étrangers qui demandent l'asile

POLICE CANTONALE .....

Concerne: (identité de la personne sollicitant l'asile)

- 1. Mari
- 2. Femme
- 3. Enfants

(Nom, prénom, date de naissance, lieu de naissance, nationalité, prénom du père, prénom et nom de jeune fille de la mère, état civil, profession, confession, dernier domicile, adresse actuelle exacte avec numéro postal et numéro de téléphone)

Pièces de légitimation

1. Passeport No ....., établi le .....  
à ....., valable jusqu'au .....
2. do.

---

 Demande d'asile en Suisse
 

---

1. Etudes et emplois occupés

1948 - 1953 Ecole primaire à .....

1953 - 1958 Gymnase à ..... (maturité)

1958 - 1962 Ecole polytechnique, faculté de mécanique, à .....

1962 - 1965 Maison X à ..... comme ingénieur sur machines

1965 - 1968 Maison X à ..... comme chef d'exploitation

2. Langues étrangères

français: connaissances suffisantes

anglais: notions

3. Départ du pays d'origine

Date, éventuellement séjour effectué depuis lors dans un autre pays

4. Entrée en Suisse

Date et poste frontière

- 2 -

5. Activité politique  
Membre du parti communiste, de l'organisation de jeunesse, d'un syndicat, etc.; fonctions éventuelles
  6. Service militaire  
Date du service accompli, dans quelle arme, grade
  7. Parenté dans le pays d'origine ou dans le pays de dernière résidence  
Degré de parenté, nom, prénom, profession, domicile
  8. Parenté à l'Ouest  
Degré de parenté, nom, prénom, profession, domicile
  9. Relations en Suisse (personnes citées comme références)  
Nom, prénom, profession, adresse
  10. Profession exercée en Suisse
  11. Voyages effectués à l'étranger  
Année, pays, motif du voyage
  12. Motif de la demande d'asile  
Poursuite politique, arrestations, menaces dans le pays d'origine (mentionner des faits concrets)
  13. Condammations judiciaires
  14. Contacts avec des services de sécurité d'Etat (pays de l'Ouest et de l'Est)  
Recrutement ou tentative de recrutement  
(en cas de réponse positive, prendre contact avec la police fédérale)
- Déclarations de l'épouse
1. Etudes et emplois occupés
  2. Langues étrangères
  3. Activité politique
  4. Parenté dans le pays d'origine ou le pays de dernière résidence
  5. Condammations judiciaires
  6. Contacts avec des services de sécurité d'Etat (pays de l'Ouest et de l'Est)



Autres remarques éventuelles

Signature de l'interprète:  
.....

Signatures: Le requérant  
.....

Déclaration prise par:  
.....

Son épouse  
.....



EIDGENÖSSISCHES JUSTIZ- UND POLIZEIDEPARTEMENT  
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE JUSTICE ET POLICE  
 DIPARTIMENTO FEDERALE DI GIUSTIZIA E POLIZIA

750.0.0 Mu

3003 Bern, 10. Oktober 1969

an	MSDB	CA	BR	MU	7B	a/a
Datum	13.10.		22E	24X	27	27.10
Vize	MAOB				MD	1B
13. Okt. 1969						
p. B. 49.20.7.						

- Polizeidirektionen der Kantone
- Schweizerische diplomatische und konsularische Vertretungen in Europa
- Oberzolldirektion

Aufnahme von Flüchtlingen; Asylverfahren

Sehr geehrte Herren,

Im Zusammenhang mit der Aufnahme der tschechoslowakischen Staatsangehörigen haben wir Sie verschiedentlich über das bei der Aufnahme von Flüchtlingen zu beachtende Vorgehen orientiert. Es liegt uns daran, die wichtigsten heute geltenden Grundsätze unserer Asylpraxis zusammenzufassen.

Wiederholt hat der Bundesrat in den letzten Jahren seinen Willen unterstrichen, eine weitherzige Asylpolitik zu garantieren. Die Schweiz gewährt denn auch das Asyl in extensiver Auslegung der Bestimmungen im Bundesgesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer vom 8. Oktober 1948, der Vollziehungsverordnung dazu vom 1. März 1949 und des von der Schweiz ratifizierten internationalen Abkommens über die Rechtsstellung der Flüchtlinge vom 28. Juli 1951 nicht nur dann, wenn der Bewerber glaubhaft dartut, befürchten zu müssen, im Heimat- oder Herkunftsland wegen seiner Rasse, Religion, Staatszugehörigkeit, Zugehörigkeit zu einer bestimmten sozialen Gruppe oder wegen seiner politischen Ueberzeugung verfolgt zu werden. Die Praxis begnügt sich vielmehr mit der Glaubhaftmachung einer auf die gleichen Gründe zurückzuführenden regimebedingten inneren Zwangslage. Damit gehen wir in der Auslegung des Flüchtlingsbegriffes weiter als die meisten anderen Staaten.

In Zeiten besonderer Ereignisse, wie jener vom Herbst 1956 in Ungarn und vom August 1968 in der Tschechoslowakei, kann es sich je nach den Umständen aufdrängen, den durch die Ereignisse Betroffenen die Aufnahme unter Verzicht auf die Prüfung im Einzelfall den erwähnten Voraussetzungen zuzusichern und zu gewähren. Eine solche Praxis muss jedoch, soll sie nicht zu einer Verwässerung des Flüchtlingsbegriffes führen, auf solche besondere Zeiten beschränkt bleiben.

Für die Asylgewährung und das Asylverfahren sollen im allgemeinen folgende

### Grundsätze und Richtlinien

gelten:

#### 1. Grundsatz

- 1.1. Asylbegehren wird dann stattgegeben, wenn der Gesuchsteller glaubhaft dartut,
  - dass er im Heimat- oder Herkunftsland wegen seiner Rasse, Religion, Staatszugehörigkeit, Zugehörigkeit zu einer bestimmten sozialen Gruppe oder wegen seiner politischen Ueberzeugung gefährdet war bzw. sich aus den gleichen Gründen in einer regimebedingten inneren Zwangslage befunden hat, und
  - dass er keinen anderen Ausweg als die Flucht in die Schweiz hatte, um sich der Gefährdung oder dem psychischen Druck zu entziehen.
- 1.2. Die Flucht in die Schweiz als einzigem Ausweg wird dann als gegeben betrachtet, wenn der Gesuchsteller auf mehr oder weniger direktem Wege, in der Regel nicht später als 10 Tage, seitdem er sein Heimat- oder Herkunftsland verlassen hat, in unser Land eingereist ist.
- 1.3. Auf das Erfordernis des "einzigem Auswegs" kann verzichtet werden, wenn der Gesuchsteller in der Schweiz nahe Verwandte schweizerischer oder ausländischer Staatszugehörigkeit hat und sich mit ihnen vereinigen will. Als nahe Verwandte gelten in der Regel Angehörige in auf- und absteigender Linie, sowie bei besonderen Umständen ausnahmsweise auch solche in der ersten und zweiten Seitenlinie.
- 1.4. Befindet sich ein Gesuchsteller in der Schweiz und hat er die Möglichkeit zur rechtmässigen Weiterreise in einen Drittstaat, gilt die Schweiz nicht als einziger Ausweg, wenn die Weiterreise als zumutbar erachtet wird. Zumutbar ist die Weiterreise unter anderem dann, wenn der Gesuchsteller im betreffenden Drittstaat über Angehörige, nähere Bekannte oder andere persönliche Beziehungen verfügt. Der Gesuchsteller kann in diesem Fall zwar ein Asylgesuch stellen, ist aber zur Weiterreise zu verhalten. Der Entscheid über das Asylgesuch wird ihm ins Ausland zugestellt.

#### 2. Aufnahme an der Grenze

- 2.1. Ausländer, die kein schweizerisches Einreisevisum haben und an der Grenze um Asyl nachsuchen, sind, wenn sie sich über ihre Identität ausweisen können, von den Grenzorganen in eigener Kompetenz provisorisch aufzunehmen, sofern sie
  - glaubhaft dartun, dass sie im angrenzenden Nachbarland aus regimebedingten Gründen gefährdet sind und die Flucht in die Schweiz der einzige Ausweg darstellt, um sich der Gefährdung zu entziehen, oder

- wenn sie in der Schweiz wohnhafte Verwandte in auf- und absteigender Linie, schweizerischer oder ausländischer Staatsangehörigkeit, haben, mit denen sie sich vereinigen wollen und wenn sie zudem eine Gefährdung in ihrem Heimatland geltend machen können und sie dieses in der Regel vor nicht mehr als 10 Tagen verlassen haben.
- 2.2. Sind diese Voraussetzungen nicht erfüllt, sind die Gesuchsteller an das nächstgelegene schweizerische Konsulat zu verweisen.
  - 2.3. In Zeiten besonderer Ereignisse kann die Polizeiabteilung des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements im Einvernehmen mit dem Departement einzelne Grenzübergangsstellen oder ganze Grenzabschnitte ermächtigen, Angehörige eines bestimmten Staates in eigener Zuständigkeit provisorisch aufzunehmen, sofern diese eine regimebedingte Gefährdung glaubhaft machen und zudem ihr Heimatland vor in der Regel nicht mehr als 10 Tagen verlassen haben.
  - 2.4. Ueber die Aufnahme und Rückweisung von Asylbewerbern sind die Polizeiabteilung und die Eidgenössische Fremdenpolizei schriftlich zu orientieren.
  - 2.5. In Zweifelsfällen kann die Polizeiabteilung vor dem Entscheid telefonisch angefragt werden.
3. Bewilligung der Aufnahme durch schweizerische diplomatische und konsularische Auslandsvertretungen zur Abklärung der Asylerteilung
    - 3.1. Schweizerische Auslandsvertretungen können Gesuchstellern, die um Asylgewährung in der Schweiz nachsuchen und die glaubhaft dartun, dass sie im Staatsgebiet, auf dem sich unsere Vertretung befindet, aus einem der erwähnten Gründe gefährdet sind, in eigener Kompetenz und unter gleichzeitiger Benachrichtigung der Polizeiabteilung und der Eidgenössischen Fremdenpolizei die Einreise in die Schweiz bewilligen. Dies unter der Voraussetzung, dass der Bewerber nicht Angehöriger eines Drittstaates ist und ihm nicht zugemutet werden darf, in diesen auszureisen, dass er nicht des Asyls unwürdig erscheint oder durch seine bisherige Tätigkeit oder Haltung schweizerische Interessen verletzt hat.
    - 3.2. Kann die Gefährdung nicht glaubhaft gemacht werden, oder sind die Voraussetzungen sonst nicht gegeben, oder befindet sich der Gesuchsteller bereits in einem Drittstaat, in dem er an sich Asyl erhalten könnte, ist das Asylbegehren über die Eidgenössische Fremdenpolizei der Polizeiabteilung zum Entscheid zu unterbreiten.
    - 3.3. Wird das Visum durch unsere Vertretung in eigener Kompetenz erteilt, ist der Gesuchsteller zu verhalten, sich bei den schweizerischen Grenzorganen zu melden, damit ihm von diesen nach Fühlungnahme mit der Polizeiabteilung ein Aufenthaltsort zugewiesen werden kann.

#### 4. Aufenthaltsbewilligung an Flüchtlinge, die in einem Drittstaat Asyl erhalten haben

- 4.1. Für Ausländer, die in einem anderen Staat Asyl erhalten haben, und denen die Fremdenpolizeibehörden die Einreise in die Schweiz zur Annahme einer Arbeit oder zu anderen Zwecken bewilligt, soll unser Land in der Regel nach ununterbrochenem zweijährigem Aufenthalt zum Zweitasyllstaat werden. Die Polizeiabteilung ist bereit, solche Ausländer auf Anfrage hin dem Bundesbeschluss über Beiträge des Bundes an die Unterstützung von Flüchtlingen vom 26. April 1951 zu unterstellen und einen schweizerischen Konventions-Reiseausweis abzugeben.
- 4.2. Die Unterstützung nach den Bestimmungen des Bundesbeschlusses über Beiträge des Bundes an die Unterstützung von Flüchtlingen während der Zweijahresfrist ist nur in besonderen Fällen und unter der Voraussetzung möglich, dass sie vor der Einreise durch die Polizeiabteilung zugesichert worden ist.

#### 5. Verfahren

- 5.1. Ausländer, die im Landesinnern um Asyl nachsuchen oder denen auf Grund ihrer Asylbegehren an der Grenze von den Grenzorganen die Einreise bewilligt worden ist, sind durch die Polizeiorgane des Aufenthalts- bzw. Grenzkantons nach dem beiliegenden Frageschema protokollarisch einzuvernehmen. Das gleiche gilt für Ausländer, denen auf Grund eines bei einer schweizerischen Auslandsvertretung gestellten Asylgesuches die Einreise bewilligt worden ist.
- 5.2. Das Einvernahmeprotokoll ist im Doppel zusammen mit den Ausweisschriften über die Fremdenpolizei des Aufenthaltskantons möglichst umgehend der Polizeiabteilung zum Entscheid zu übermitteln.
- 5.3. Der Gesuchsteller kann, sofern nicht Dritte für seinen Aufenthalt in der Schweiz garantiert haben oder zu seiner Unterstützung gesetzlich verpflichtet sind, nötigenfalls unter Beizug der örtlichen Fürsorgebehörden zu möglichst günstigen Bedingungen auf Kosten der Polizeiabteilung provisorisch untergebracht werden. Die Auslagen sind der Polizeiabteilung monatlich, aufgeteilt nach Personen, und detailliert in Rechnung zu stellen.
- 5.4. Dem Gesuchsteller sollte bis zum Vorliegen des Asylentscheides keine Wohnung vermittelt werden. Ebenso soll bis zu diesem Zeitpunkt die Aufnahme einer Arbeit nur provisorisch und auf Widerruf bewilligt werden.
- 5.5. Die Festnahme von Asylbewerbern soll höchstens dann erfolgen, wenn über deren Identität Zweifel bestehen.

Wir wären Ihnen zu Dank verpflichtet, wenn Sie die Ihnen unterstellten Organe, die die Grundsätze und Richtlinien anzuwenden

- 5 -

haben, entsprechend orientieren könnten.

Im übrigen gestatten wir uns, darauf aufmerksam zu machen, dass unser da und dort gelegentlich noch angerufenes Kreisschreiben vom 26. November 1948 betreffend Grenzübertritt und Aufnahme von Flüchtlingen als aufgehoben zu betrachten ist. Aufgehoben sind ferner Ziffer I des Kreisschreibens der Polizeiabteilung vom 22. Mai 1969 an die Fürsorgedirektionen der Kantone sowie Ziffer II des Kreisschreibens Nr. 35/68 vom 5. Dezember 1968 der Eidgenössischen Fremdenpolizei an die schweizerischen Vertretungen im Ausland sowie die Fremdenpolizeibehörden der Kantone und die Grenzposten.

Für Ihr Verständnis und Ihre Mitarbeit danken wir und versichern Sie unserer vorzüglichen Hochachtung.

EIDGENÖSSISCHES  
JUSTIZ- UND POLIZEIDEPARTEMENT

*L. von Moos*

Beilage:

- Frageschema

Zur Kenntnis an:

- Kantonale Fürsorgedirektionen
- Eidgenössisches Politisches Departement, 3003 Bern
- Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit, 3003 Bern
- Eidgenössische Polizeiabteilung, 3003 Bern
- Eidgenössische Fremdenpolizei, 3000 Bern
- Schweizerische Bundesanwaltschaft, Polizeidienst, 3003 Bern
- Schweizerische Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, Postfach, 8035 Zürich

F r a g e s c h e m afür die Einvernahme von Asylbewerbern

KANTONSPOLIZEI .....

Betrifft: (Personalien der Asylbewerber)

- 1. Mann
- 2. Frau
- 3. Kinder

(Name, Vorname, Geburtsdatum, Geburtsort, Nationalität, Name des Vaters, Vorname und Mädchennamen der Mutter, Zivilstand, Beruf, Konfession, letzter Wohnort, derzeitige genaue Adresse inkl. Postleitzahl und Tel.-Nr.)

Ausweise

1. Reisepass Nr. ...., ausgestellt am .....  
in ....., gültig bis .....
2. do.

Ersuchen um Asylgewährung in der Schweiz

1. Bildungsgang und Arbeitsstellen

1948 - 1953 Volksschule in .....  
 1953 - 1958 Realgymnasium in ..... (Matura)  
 1958 - 1962 Techn. Hochschule für Maschinenbau in .....  
 1962 - 1965 Firma X in ..... als Masch. Ing.  
 1965 - 1968 Firma X in ..... als Betriebsleiter

2. Fremdsprachen

deutsch: genügend  
 englisch: wenig

3. Ausreise aus dem Heimatland

Datum, eventuell nachheriger Aufenthalt in einem andern Land

4. Einreise in die Schweiz

Datum und Grenzstelle

5. Politische Aktivität

Mitgliedschaft KP, Jugendorganisation, Gewerkschaft etc., allf. Funktionen

- 2 -

6. Militärdienst

Zeitpunkt der Dienstleistung, Waffengattung, Grad

7. Angehörige im Heimat- oder Herkunftsland

Verwandtschaftsgrad, Name, Vorname, Beruf, Wohnort

8. Angehörige im Westen

Verwandtschaftsgrad, Name, Vorname, Beruf, Wohnort

9. Beziehungen in der Schweiz (Referenzpersonen)

Name, Vorname, Beruf, Adresse

10. Berufstätigkeit in der Schweiz11. Auslandsreisen

Jahr, Land, Zweck der Reise

12. Begründung des AsylgesuchesPolitische Verfolgung, Verhaftungen, Bedrohung im Heimatland  
(konkrete Angaben)13. Gerichtliche Bestrafungen14. Kontakte zu Staatssicherheitsdiensten (westlicher und östlicher  
Länder)Anwerbung bzw. Versuch der Anwerbung  
(im positiven Fall Rücksprache mit der Bundespolizei)Angaben der Ehefrau1. Bildungsgang und Arbeitsstellen2. Fremdsprachen3. Politische Aktivität4. Angehörige im Heimat- oder Herkunftsland



5. Gerichtliche Bestrafungen

6. Kontakte zu Staatssicherheitsdiensten (westlicher und östlicher  
Länder)

- Allfällige weitere Bemerkungen

Unterschrift des Dolmetschers

.....

aufgenommen durch:

.....

Unterschriften:

Asylbewerber

.....

Ehefrau

.....